Ecole de la paix

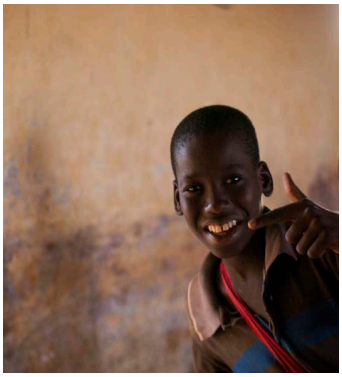
guerre / conflit / sécurité

/ vivre ensemble

/ formation / recherche / solidarité / terrain

PROJET
CONSEIL CONSULTATIF DE PREVENTION DES CRISES - MALI

BILAN DES ACTIVITES 2014



Intro

Prévenir, éduquer, échanger

L'année II du projet Conseil Consultatif de Prévention des Crises – Mali s'achève sur des réalisations concrètes attestées par une audience du projet en croissance ainsi que la manifestation d'attentes encourageantes de la part des partenaires de l'Ecole de la paix.

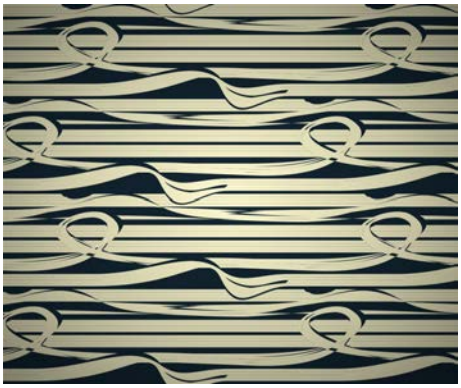
Soutenu par la Direction de l'Europe, des Relations Internationales et de la Coopération de la Région Rhône-Alpes, mais également par la Direction des Relations Internationales de la Ville de Grenoble, ce projet a mobilisé, très fortement, l'ensemble des équipes de l'Ecole de la paix en 2014.

Dans le but de développer une approche méthodologique concernant l'analyse des facteurs de tensions au Mali et de construire une analyse régulière en consultation avec ses partenaires, l'Ecole de la paix a mobilisé sa composante recherche (grille d'analyse des crises), son équipe médiation (groupes de parole et organisation d'échanges) ainsi que son expérience dans le domaine de l'éducation à la culture de la paix.

En s'appuyant sur des partenariats solidifiés avec les organisations de résidents maliens en France, avec des spécialistes du Mali mais aussi et surtout avec des acteurs de la société civile du Mali, l'Ecole de la paix est parvenu à tisser des liens solides lui permettant de proposer une lecture plus fine de l'évolution politique, sociale et sécuritaire de ce pays.

Principaux axes de travail – Année II

En menant en parallèle les travaux de recherche/diffusion et les activités d'animation de réflexion sur l'évolution des facteurs de tension au Mali, l'Ecole de la paix a voulu, en 2014, tester continuellement les bases de sa réflexion auprès de ses partenaires pour développer, ensemble, une analyse consultative.



Grille d'analyse des crises

En se basant sur l'analyse des travaux universitaires au sujet de l'historique des facteurs de tension au Mali, en complétant ces lectures par l'analyse des rapports et des indicateurs thématiques existant, l'Ecole de la paix a établi une grille d'analyse basée sur cinq domaines de tension.

Cet outil permet d'analyser les crises qu'a connues le Mali par le passé et de suivre, méthodiquement, l'évolution du processus de paix malien.

Analyse consultative et groupes de réflexion

« Faire entendre plutôt que de dire », c'est la formule qu'a choisi l'Ecole de la paix pour suivre, de manière collégiale et consultative l'évolution du processus de paix au Mali. En travaillant en continu avec ses partenaires au Mali, ses contacts, mais aussi avec les organisations maliennes de Rhône-Alpes, l'Ecole de la paix s'efforce de mieux comprendre les réalités du terrain pour parfaire l'information produite.

Ikakene ou l'approche terrain

Savoir adapter son approche en cours de projet, c'est ce que recherche continuellement l'Ecole de la paix. Réalisant les limitations de la grille d'analyse, l'équipe de l'Ecole de la paix a tenté de mieux mettre en avant les facteurs de tension ressentis par les citoyens maliens au quotidien.

Ikakene, signifie « comment vas-tu ? » en bambara.

Rapporter et témoigner

L'Ecole de la paix a placé au cœur de son travail le souci de l'information et du partage de la réflexion. Avec modestie mais volontarisme, l'association s'efforce continuellement de rendre compte, de partager ses rencontres et ses découvertes pour susciter l'intérêt continu pour le Mali, pour inciter à l'engagement et accompagner, à sa manière, celles et ceux, qui en Rhône-Alpes, font vivre la solidarité internationale.

ANALYSE

Comprendre pour mieux agir

Partant d'un étonnement interne concernant l'impression de non-prévision du déclenchement de la crise malienne de 2012 (invasion du Nord Mali, coup d'état et occupation), l'Ecole de la paix est partie de l'idée de mobiliser l'analyse des acteurs de la société civile pour tenter de comprendre les racines de cette crise à la fois sécuritaire et politique.

L'analyse des facteurs immédiats fournis alors par les analystes et les médias a fait apparaître les éléments du déclenchement sans pour autant faire apparaître les facteurs plus profonds qui avaient permis une déstabilisation rapide et profonde du pays.

En revenant aux écrits universitaires et aux analyses de moyen-termes l'Ecole de la paix a pu commencer à saisir d'autres tendances longues de fragilisation du pays.

>Comprendre pour construire un modèle d'analyse prédictive

L'Ecole de la paix s'est alors tournée vers le suivi des indicateurs disponibles sur les pays de la sous-région et sur le Mali en particulier. Indice de gouvernance, liberté de la presse, sondages d'opinion, indice de corruption, indicateurs de richesse et autres ont été passés en revue. Cependant, la plupart des ces indices ne sont actualisés que sur une base pluriannuelle. Par ailleurs, à la faveur d'un contexte de crise, la plupart sont tout à la fois inopérants et non-actualisés.

Dès lors, si ces indices servent un but pour les agences qui les mettent en œuvre, leur valeur indicative décline fortement lorsqu'il s'agit de suivre une situation de crise.

Sur la base d'une étude produite par le GRIP (*Groupement de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité*), complétée par les lectures et les questionnements de l'Ecole de la paix, une grille d'indicateurs de tension a été mise au point.

Elle s'axe sur cinq domaines allant de l'économie à la capacité de protéger en passant par les relations sociales. Cette grille repose sur une lecture complète des cycles de crises en proposant de faire apparaître les facteurs structurels des tensions, les facteurs aggravants et enfin les éléments déclencheurs des crises. Ainsi, ces derniers ne peuvent plus être affichés comme les seuls vecteurs explicatifs comme c'est bien souvent le cas, au détriment d'une vision plus approfondie des déstabilisations que connaissent les sociétés humaines.

>Tester et affiner continuellement

Cette grille d'analyse, construite à partir des lectures détachées du terrain devait être confrontée aux regards des premiers

concernés, à savoir les ressortissants maliens.

La grille a donc fait l'objet d'ateliers de discussion, organisés par l'Ecole de la paix à Grenoble.

Janvier 2014 : présentation initiale et générale de la grille (conférence d'Issa N'Diaye, Grenoble)

Février 2014 : présentation de la grille sur les fragilités de l'économie malienne (Semaine de la culture africaine de Grenoble)

Avril 2014 : présentation de la grille sur les tensions intercommunautaires (Ecole de la paix)

Juin 2014 : Analyse des évènements de Kidal sur le processus de paix pour saisir l'impact sur l'ensemble des populations du Mali (Ecole de la paix)

Juillet 2014 : présentation et discussion de la grille d'analyse avec Capdh, partenaire malien de l'Ecole de la paix.

Novembre 2014 : conduite d'entretiens à Bamako pour mieux comprendre l'évolution du processus de paix malien.

Décembre 2014 : test de la partie environnementale de la grille d'analyse.

>Une lecture analytique de la crise malienne de 2012

L'analyse des crise est habituellement un exercice d'interprétation pour lequel la position organisationnelle, les partis pris méthodologiques et politiques, tout autant que les informations détenues, coïncident pour former « une » vision difficilement définitive des facteurs ayant conduit un groupe, un territoire, une zone, à un apex de conflictualité.

La grille d'analyse sur laquelle travaille l'Ecole de la paix cherche à étudier cinq domaines de tensions.

Fragilité politique

Au niveau structurel, le Mali, en 2012, reposait sur un pouvoir présidentialiste s'appuyant sur un maillage administratif dense mais aux capacités d'action limitées et marqué par une distinction forte entre centre et périphéries malgré les réformes décentralisatrices.

A ces éléments de fragilité structurels se surimposent des facteurs amplificateurs de tension tels que des disparités régionales ressenties (pas forcément unanimement) en termes de développement et de disparités socio-économiques, ainsi que des programmes de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) et de Démobilisation Désarmement Réintégration (DDR) hérités des solutions de crise précédentes inopérants ou inachevés. De plus, en 2012, le Mali se trouve confronté à une contestation forte de l'autorité de l'Etat en ce qui concerne le contrôle de son territoire avec l'implantation durable de groupes concurrents (rebelles, narcotrafiquants et/ou terroristes). Enfin, les pratiques de corruption et les problèmes de fonctionnement de la justice renforcent les éléments de fragilité politique structurelle.

Toujours dans le domaine politique, les éléments déclencheurs de crise, les « étincelles », c'est-à-dire les facteurs d'embrasement, souvent confondus avec les véritables causes plus profondes des crises, sont à chercher pour le cas du Mali en 2012, parmi les

suivant : atteinte à l'état de droit (conquête d'une partie du territoire, coup d'état), revendications autonomistes, manipulation des référents identitaires et religieux, et changement inconstitutionnel du pouvoir.

Fragmentation sociale

Ce domaine de tension met en avant les lignes de fracture au sein du corps social, entre groupes socioculturels mais aussi entre générations.

Les facteurs de fragilité structurels concernent la fracture générationnelle (forte démographie dominée par une population jeune très nombreuse), une dégradation du système éducatif et de l'éducation civique, ainsi que la faiblesse des mécanismes de résolution de conflit, avec cette précision pour le Mali qui est que si les mécanismes de traditionnels et institutionnels de résolutions des différends sont forts, dans le cas de la crise de 2012 (facteurs internationaux et pouvoir central affaibli), les mécanismes habituels n'ont pas fonctionné.

Cette fragilité structurelle a été amplifiée à son tour par la montée d'un sentiment identitaire (Azawad), l'expression d'un sentiment d'inégalité et de marginalisation, et le sous-emploi de la jeunesse malienne.

Les étincelles, dans le domaine de la fragilité sociale, relèvent de l'emploi de la violence pour exprimer une contestation sociale, et de l'instrumentalisation de référents religieux et identitaires.

Faible capacité de l'Etat à protéger ses citoyens

Fonction régalienne de l'Etat, la protection du territoire mais avant tout des populations a fait défaut au Mali en 2012.

Structurellement, cette capacité a été affaiblie par la faiblesse de l'Etat de droit au Mali, le sous-équipement et le déficit de formation des agents des forces de sécurité, ainsi que la faiblesse opérationnelles des forces de sécurité.

Ces éléments de faiblesse structurels ont été amplifiés par la porosité des frontières, l'augmentation des activités illégales et la criminalité, l'apparition ou la persistance de milices qui se substituent aux forces étatiques, la montée d'une culture de la violence, l'augmentation des atteintes à l'Etat de droit, aux normes, aux valeurs démocratiques et enfin l'impunité des crimes commis par les forces de l'ordre (moins important en 2012 que dans les années 1990 cependant) et l'implantation de groupes armés concurrençant le monopole de l'Etat sur la sécurité.

Au chapitre des éléments déclencheurs, nous retrouvons, cette fois-ci, l'action des groupes concurrents de l'Etat qui établissent leur présence de manière visible voire officielle ainsi que l'insubordination et des violences au sein des institutions militaires (coup d'état).

Deux domaines de la grille restent encore à expliciter de manière complète : la fragilité du système économique et celle des écosystèmes.

Pour ce qui est de la ***fragilité économique***, les recherches de l'Ecole de la paix font apparaître, comme facteurs structurels, la vulnérabilité

alimentaires, la disparité des revenus et les inégalités socio-économiques. Sur le plan des éléments amplificateurs, nous retrouvons l'impact des chocs exogènes liés aux programmes de réformes libéraux, la faiblesse des mécanismes redistributifs, l'émergence d'une économie transnationale illicite, la corruption endémique et le sous-emploi des jeunes. Enfin, du coté des éléments déclencheurs de crise, il faut tenir compte des « effets d'aubaine » qu'offrent les activités illicites fortement rémunératrices, et l'absence de transparence dans la gestion économique.

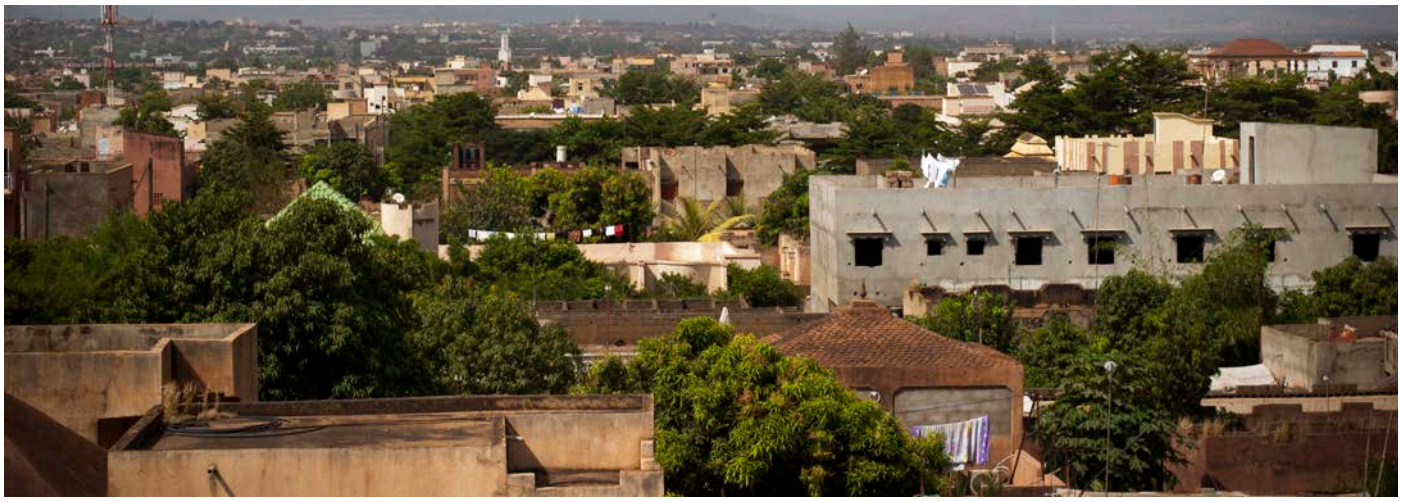
Le domaine de la ***fragilité des écosystèmes***, sera l'objet d'une analyse qui débutera au mois de novembre 2014. D'ores et déjà, structurellement, l'attention sera mise sur la pression démographique, la vulnérabilité des écosystèmes. Les éléments amplificateurs seront à chercher parmi les suivants : chocs climatiques, dommages environnementaux, mouvements migratoires internes et régionaux, tensions autour de l'accès aux ressources. Enfin, parmi les éléments déclencheurs, nous analyserons la transparence de la gestion des ressources naturelles, la perte des moyens de subsistance et l'accaparement des terres.

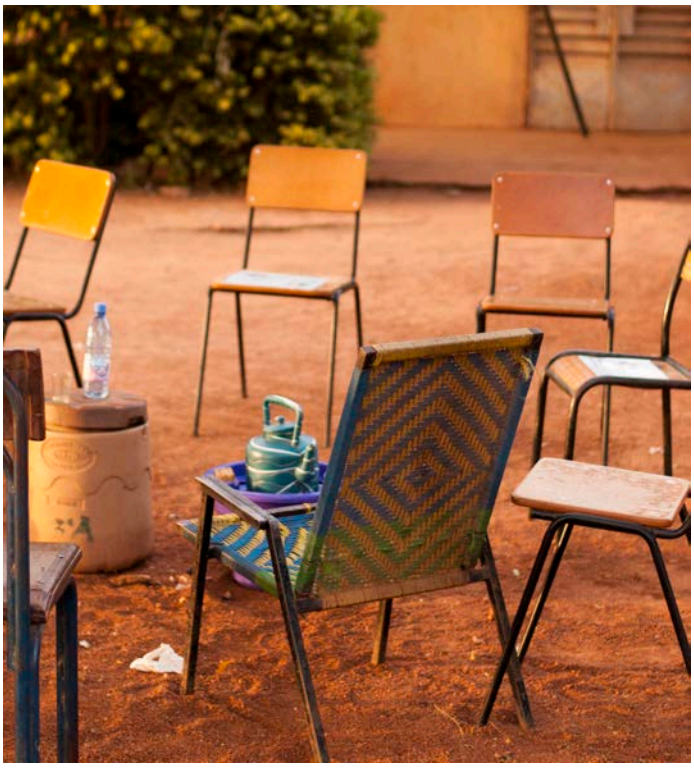
>Ce qu'il faut retenir de cette grille

La grille d'analyse sur les domaines de fragilité de l'Etat malien a pour but de permettre la compréhension des phénomènes nouveaux dans un contexte d'analyse plus large.

Exemple : comment comprendre l'impact de la bataille de Kidal de Mai 2014 ? Est-ce que cette crise dans la crise est causée uniquement par la venue d'une délégation du gouvernement à Kidal ou bien est-ce que le déclenchement de violence est à comprendre dans un ensemble plus large (affaiblissement de la puissance de l'Etat dans une zone d'implantation d'un groupe armé concurrent, appuyé par des revendications identitaires accentuées et utilisant des revendications de manque de développement légitimisées) ?

Par ailleurs, l'Ecole de la paix pense que ce type d'analyse, plurifactorielles, permet également de comprendre des territoires beaucoup plus restreints. Il est envisageable de mener des études de territoires avec une grille similaire faisant ressortir l'impact des pouvoirs locaux et les particularités des situations sociales, sécuritaires, économiques et environnementales locales dans le degré de fragilité général.





ECOUTE

Ecouter & faire entendre

Groupes de paroles, expression, diffusion

Depuis le début du projet en 2012, il est apparu comme un élément crucial du fonctionnement de l'Ecole de la paix que d'entrer en dialogue avec les ressortissants du Mali. Cette Découverte humaine du Mali, a permis de multiplier les occasions de rencontres que l'Ecole de la paix valorise et partage.

L'année a été ouverte par une conférence autour de M. Issa N'Diaye, professeur à l'Université de Bamako, militant politique et ancien ministre du gouvernement au retour de la démocratie en 1992. A cette occasion, l'Ecole de la paix a pu prendre contact et nouer un lien avec les ressortissants maliens de l'Isère et débuter une collaboration avec d'autres groupes, comme le Collectif des Maliens de Rhône-Alpes et certaines organisations actives au Mali comme Reporters Solidaires.

Au cours de l'année, ces occasions d'échanges ont permis de se rencontrer et d'échanger sur des thématiques ou des faits marquants du processus de réconciliation. Ateliers thématiques, conférences, et groupes de travail ont été organisés par l'Ecole de la paix. A d'autres occasions, l'association a participé à l'animation de ces temps d'échanges, d'information pour renforcer ses réseaux et diversifier les sources d'information.

Ces contacts, ont permis d'accélérer le travail de l'Ecole de la paix et d'enrichir, tant humainement que sur le plan de la compréhension des enjeux, la connaissance de son équipe. C'est grâce à ces liens que l'Ecole de la paix a pu mener avec succès la mission de terrain 2014.

>Echanger

L'Ecole de la paix a organisé 4 groupes de travail thématiques pour élaborer la grille d'analyse, et deux conférences-débats.

>Informer

Le site Territoires de paix permet de diffuser l'ensemble des articles et compte-rendus de l'Ecole de la paix concernant ses activités au Mali. Une dizaine d'articles devraient être disponibles pour l'année 2014.

>Structurer l'information

En 2014, l'Ecole de la paix s'était fixée comme objectif de parvenir à produire une information collaborative et consultative sur l'actualité malienne. Une revue de presse hebdomadaire a été réalisée pendant une période test de 6 semaines. Avec pour objectif d'être proposée comme base de discussion aux partenaires de l'Ecole de la paix, ce format, très consommateur de temps, a été laissé de coté. Une nouvelle version mensuelle sera mise en œuvre fin 2014 sous la forme de rencontres mensuelles d'échange et de débat auquel participeront les partenaires maliens à distance. Des conventions de partenariats en ce sens sont en cours de discussion avec Capdh et le CMRA.

>Restituer et promouvoir la solidarité internationale

L'Ecole de la paix est intervenue sur plusieurs chaines de radio, en France et au Mali, pour parler de solidarité internationale en 2014.

Lors des Assises de la Coopération Solidaires, fin juin 2014, l'Ecole de la paix a eu le plaisir d'accueillir Mamadou Konaté et d'organiser, autour de sa présence, une série d'évènements et de moments de travail renforçant notre partenariat.

En mai 2014, l'École de la paix organisait un temps d'échange autour de la venue de Bilou, maire de la commune d'Abalak (Niger) et partenaire de l'École de la paix dans le domaine de l'éducation à la culture de la paix. L'échange portrait sur les problématiques rencontrées par les populations nomades dans l'accès à l'éducation.

A l'occasion de la mission Bamako 2014, l'École de la paix et son partenaire, le Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains, ont mis l'accent sur la communication vers les médias. Émissions de radio (au Mali et en France) et articles de presse ont permis de diffuser plus largement encore leurs travaux communs autour de l'éducation à la paix et à la prévention des crises.

Capdh et les Assises régionales

A l'invitation de la DERIC de la Région Rhône-Alpes, Mamadou Konaté, Secrétaire Général du Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains, a participé activement aux Assises de la Coopération Solidaires ainsi qu'aux activités de l'Ecole de la paix.

Mamadou Konaté, à l'occasion des Assises 2014, a pris part à l'atelier consacré aux « coopérations en temps de crise », l'occasion pour lui, diplomate de formation, de faire entendre la voix de la société civile et de la jeunesse malienne.

Lors de ces rencontres, il a pu prendre part aux échanges formels et informels, et tisser des liens avec les autres partenaires maliens de la Région Rhône-Alpes et ainsi renforcer, à l'avenir, l'action de son organisation.

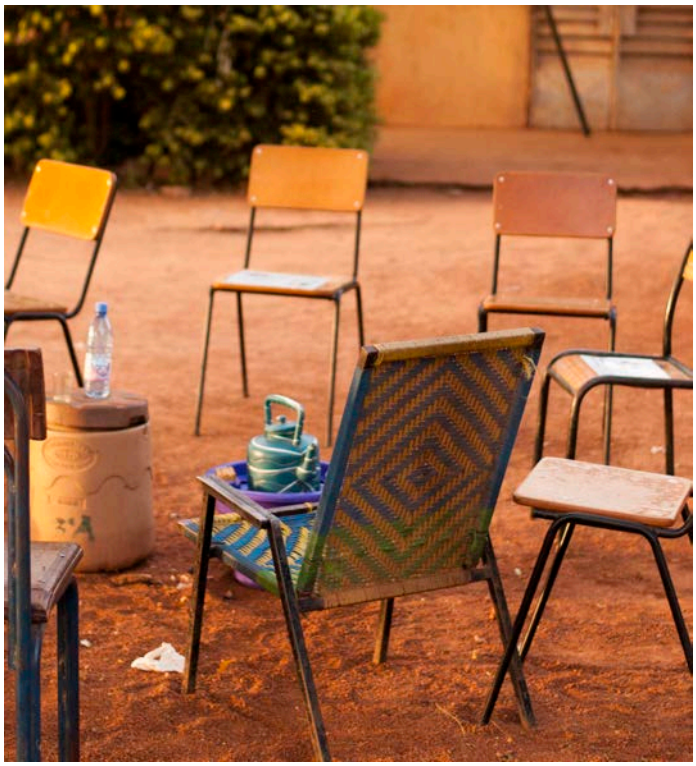
Il a également pu saisir l'occasion de ce déplacement pour rencontrer les organisations du Réseau Paix Droits Humains et Développement et échanger avec le COSI-Forum Réfugiés au sujet de l'approche par les droits au Mali.

Son séjour, rendu possible par la Région Rhône-Alpes, lui a permis également de participer activement à

l'animation du projet de l'Ecole de la paix en se rendant disponible pour les adhérents et les membres de l'association lors de l'Assemblée Générale fin juin 2014.

Il a également joué un rôle très actif lors de l'organisation d'un atelier de travail centré autour de l'analyse des conséquences de la bataille de Kidal pour le processus de paix en mai 2014.

Son séjour a également permis d'aborder les points de la collaboration future entre le Capdh et l'Edp au sujet de l'éducation et des méthodes de travail sur le renforcement de la cohésion sociale au Mali.



IKAKENE

***Ikakene*, c'est l'effort de déclinaison des indicateurs de fragilité à l'échelon des habitants et du territoire du Mali. Les groupes de travail ont permis de faire apparaître que si l'analyse de l'Ecole de la paix n'était pas erronée, sa grille ne pouvait prendre en compte les difficultés du quotidien ressenties par les citoyens du Mali. Il fallait donc penser autrement.**

La grille d'analyse, présentée plus haut dans ce document, permet de saisir l'impact d'évènements sur la fragilité globale de l'état malien et d'en comprendre ainsi les incidences et le potentiels de renforcement/déstabilisation.

Testée auprès de groupes de résidents maliens et d'experts, cette grille a fait l'objet, parfois, d'incompréhensions. Et puis, lors d'un test, l'un des participants s'est écrié « *pour ma famille, ce qui compte avant tout, avant même Kidal, c'est l'accès à l'eau pour les bêtes, sinon on perd tout* ».

Ce cri du cœur a permis de recentrer le débat et la discussion qui a suivi sur « ce qui compte vraiment », c'est-à-dire les facteurs de bien-être ou de détresse que les populations du Mali, quelle que soit la région d'habitat.

Le projet est né de trouver une méthode pour consulter les populations directement en leur demandant d'énoncer leurs propres critères de stabilité, de bien-être.

Ikakene a connu plusieurs itérations avec comme pivot la question de l'accès aux populations et à la capacité de recueillir ces informations sans perturber, sans fausser l'échange ou donner l'impression de prendre sans échanger.

Questionnaire adressé par téléphone à des personnes-clefs parmi les villages et les campements du Nord Mali, *Ikakene* ne parvenait pas à fournir des informations recoupables et fiables. De plus, à mesure de son administration, ce questionnaire révélait son potentiel déstructurant. Il était trop compliqué de faire s'exprimer les habitants sur

leurs difficultés sans mettre en place de projet d'accompagnement.

Dès lors, pour éviter que la recherche d'information ne devienne une cause de difficulté supplémentaire, il a été décidé un temps de pause pour approfondir la réflexion.

Quand Ikakene s'est greffé à Spiral

Depuis plusieurs années, l'Ecole de la paix suit de près les réflexions des organisations de solidarité et des institutions locales autour du thème de la recherche d'indicateurs alternatifs de richesse. Au fil du temps, l'Ecole de la paix a participé et s'est formée à la mise en œuvre d'une méthode intéressante développée par le Conseil de l'Europe : Spiral (Societal Progress Indicators for the Responsibility of All).

Cette méthode permet d'animer, sur un territoire, des groupes de travail cohérents, réunissant des acteurs aux caractéristiques communes, pour rechercher, ensemble, par un questionnement simple, les facteurs de bien-être, du mal-être. A partir de ces réflexions, le groupe détermine ses priorités pour maximiser son bien-être et détermine ce qu'il est prêt à faire pour y contribuer. Plus que la définition de priorités communes, c'est la contribution au bien-être commun qui est particulièrement pertinente ici.

Cette méthode, testée lors de la mission Mali 2014, a reçu un intérêt vif de la part des partenaires locaux de l'Ecole de la paix et devrait être mise en œuvre de manière cohérente sur des territoires test en 2015 grâce à l'appui technique du réseau Together, qui alimente les praticiens SPIRAL.

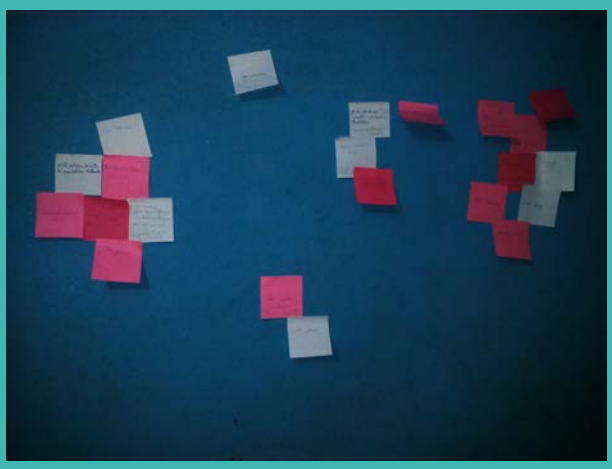


Photo: Spiral en test (Bamako, octobre 2014)

En trois questions, les participants doivent définir leurs critères de bien-être, de mal-être et expliciter ce qu'ils sont prêts à mettre en œuvre à leur niveau pour assurer le bien-être des autres et des générations futures.

Lors du groupe animé à Bamako en octobre 2014, les principales préoccupations concernaient la santé et la pauvreté, mais aussi la pollution et l'insalubrité.

***Ikakene* et la réconciliation malienne (septembre 2014)**

Pour préparer le lancement du groupe de travail régional "Mali: dialogue et réconciliation" (29 septembre 2014), l'Ecole de la paix a administré, par téléphone, auprès d'un panel de différentes personnes identifiées comme pertinentes, un questionnaire bref pour connaître leurs ressentis quant au processus de réconciliation et aux foras du dialogue national.

Les résultats, publiés prochainement sur *Territoires.ecoledelapaix.org*, montrent un optimisme fort quant à la capacité des négociateurs d'Alger à trouver un accord. Néanmoins cet enthousiasme est plus limité en ce qui concerne la possibilité d'une paix durable tant que cet accord n'est pas signé de bonne foi, « sans buts cachés » par les négociateurs.

Pour beaucoup, les occasions de dialogue qui ont été organisés n'ont pas réunis les « véritables » acteurs du territoire et ont pu servir à « valider » les thèses gouvernementales.

RESEAUX

Le travail en réseau est crucial pour une association comme l'Ecole de la paix pour se renforcer, progresser dans sa connaissance et ses pratiques, mais aussi se développer.

> Le réseau Paix Droits Humains et Développement

Actrice et participante sans faille du réseau Paix Droits Humains et Développement, l'Ecole de la paix a su nouer des liens durables avec les partenaires du réseau qui lui ont permis de faire évoluer les projets qu'elle conduit et imaginer des projets communs pour le futur.

Que ce soient les échanges sur la culture de la paix (MAN) et sa mise en œuvre, ou la découverte de l'approche par les droits (Cosi-Forum Réfugiés, Resacoop), le réseau a permis d'ouvrir de nouveaux horizons pour l'Ecole de la paix.

> Le groupe "Mali"

Depuis le mois de janvier 2014, l'Ecole de la paix a été intégrée au groupe Mali constitué par la DERIC de la Région Rhône-Alpes pour fédérer les organisations qui interviennent dans le cadre de la coopération décentralisée avec le Conseil Régional de Tombouctou.

Au sein de ce collectif, l'Ecole de la paix a pu commencé à trouver sa place et son rôle en initiant, à la fin du mois de septembre 2014, un groupe de travail autour des thématiques de dialogue et de réconciliation malienne. Autour d'une quinzaine d'organisations intervenant en région de Tombouctou, l'échange a permis de prendre la mesure de la mobilisation des Rhône-alpins et de saisir l'intérêt d'organiser des échanges réguliers pour faire circuler l'information et resserrer encore les liens entre les acteurs de la solidarité internationale et du développement.

> Formation de formateurs autour de l'outil Objectif Paix Mali

En lien avec Capdh et avec la participation du Ministère de l'Education Nationale du Mali, l'Ecole de la paix a organisé la première formation de formateurs autour de son outil-phare – Objectif Paix.

L'enjeu était d'amorcer l'adaptation de ce parcours de sensibilisation à la culture de la paix conçu pour les élèves de 7 à 12 ans. La formation, réunissant 19 formateurs, a permis d'identifier les difficultés potentielles et de soulever des questions cruciales concernant la participation des élèves à leur apprentissage.

Un test, dans l'école fondamentale de Sirakoro, a été réalisé devant trois classes (équivalents du CE2, CM1 et CM2). Ces classes, réunissant toutes plus de 150 élèves chacune, ont pu participé à trois des quatre parcours de l'outil pédagogiques. Le talent des formateurs nationaux et des pédagogues du Capdh ont permis de faire de ce test un succès.

A l'issue de la formation et du test, un prolongement de l'expérience est à penser pour intégrer Objectif Paix Mai au programme de formation des enseignants du Mali.

> Entretiens avec les acteurs du dialogue et du processus de paix malien

Ce déplacement sur le terrain a permis à l'Ecole de la paix de poursuivre son travail d'entretiens avec des acteurs de la société civile mais aussi des responsables gouvernementaux dans le but de collecter les paroles sur l'évolution de la situation au Mali.

Défenseurs des droits de l'Homme, responsables de groupes armés et interlocuteurs au sein du gouvernement ont permis de tester les hypothèses de travail, de saisir les points de vue en présence quant aux négociations d'Alger et de mieux comprendre les options présentées par les négociateurs d'Alger. En retour, les entretiens conduits auprès de la société civile révèlent des dissensions quant à la priorité accordée à la signature d'un accord de paix avant de traiter la question de la justice de manière complète.

Ces entretiens seront publiés prochainement sur Territoires de paix avec l'accord des personnes interrogées.

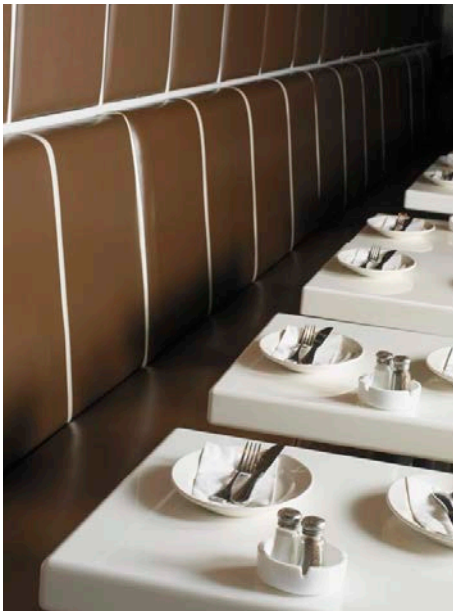
> Cohésion sociale : conférence et test de terrain

Dans le cadre des activités conduites avec Capdh, une conférence sur le thème de la culture de la paix a été organisée. Celle-ci a permis de discuter de la notion de cohésion sociale en présence de représentants de l'Ecole de Maintien de la Paix, de la MINUSMA, de professeurs de l'université de Bamako ainsi que de nombreuses organisations de la société civile.

Cet échange, vif, a été suivi de la mise en place d'un groupe test autour de la méthode SPIRALE. Les résultats, prochainement publiés sur territoires de paix, permettent de laisser apparaître, parmi les critères de bien-être à Bamako la solidarité face à des thématiques de difficulté comme la pauvreté, la pollution et l'insalubrité. Ces échanges se poursuivront.

Portraits :

Les grands contributeurs au projet 2014



Jean-Didier Vermenot

Jean-Didier Vermenot a frappe un jour à la porte de l'Ecole de la paix à la recherche de partenaires pour réfléchir à l'éducation à la paix.

Président du Réseau des Partenaires de la Région de Kidal, mais aussi personnages aux multiples casquettes, Jean-Didier Vermenot a apporté ses conseils à l'Ecole de la paix depuis le lancement de son projet sur le Mali.

Ses connaissances sur le terrain avaient permis d'accélérer les rencontres lors de la première mission de terrain à Bamako en 2013.

Cette année, il a participé aux évènements autour du Mali et n'a eu de cesse d'organiser de nouvelles rencontres.

Grand ami du Mali, Jean-Didier Vermenot a su faire partager sa connaissance, ses connaissances, et permettre d'élargir les cercles de débats et de réflexions auxquels participe avec entrain l'Ecole de la paix sur ce projet.

Mamadou Konaté

Secrétaire Général du Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains, Mamadou Konaté est un jeune diplomate malien. Issu de l'Ecole Nationale d'Administration de Bamako, il est également détenteur d'un Master en droit communautaire.

Au sein du Capdh, il coordonne les activités des membres et des conseillers au sein des différentes branches d'activités de l'association : protection des personnes vulnérables en milieu carcéral, éducation à la culture de la paix, communication et évènementiel et sensibilisation aux droits de l'homme.

Mamadou Konaté fait partie des jeunes fonctionnaires maliens brillants qui entendent contribuer à l'essor de leur pays.

Son implication associative s'étend au-delà du Capdh puisqu'il assure aussi la coordination d'autres structures autour de l'intégration communautaire du Mali.

Tinalbaraka Walett Mohamed Aly

Stagiaire cette année au sein de l'Ecole de la paix, Tinalbaraka Walett Mohamed Aly a été l'un des atouts précieux de la conduite de ce projet.

Née au sein d'une famille native de Raselma, au nord est de Tombouctou, Tinalbaraka Walett Mohamed Aly vient de finir un master en linguistique parachevé par un mémoire sur les proverbes tamasheqs.

Sa connaissance du terrain et ses réseaux d'amitiés maliens ont fait de Tinalbaraka l'un des traits d'union entre le territoire Rhône-alpin, les communautés maliennes de France et le Mali.

Elle a su, pendant son stage auprès de l'Ecole de la paix, expliquer son pays, en faire comprendre les codes mais surtout témoigner de son engagement en faveur d'un futur meilleur.

Ecole de la paix

guerre / conflit / sécurité

Ecole de la paix

/ vivre ensemble

/ formation / recherche / solidarité / terrain

Ecole de la paix

7 rue Très-Cloîtres

38000 Grenoble

www.ecoledelapaix.org et http://territoires.ecoledelapaix.org